

À L'ÉCOUTE DES JEUNES POUR UNE SOCIÉTÉ **PLUS JUSTE ET INCLUSIVE**



TABLE DES MATIÈRES

1. REMERCIEMENTS	2
2. INTRODUCTION	3
3. MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE	5
3.1. Enquête quantitative	5
3.2. Consultation qualitative sous forme d'animation	6
3.3. Consultation des expert-e-s de l'inclusion	7
4. ANALYSE DES RÉSULTATS	8
4.1. Perception de l'inclusion/exclusion dans la société	8
4.2. Freins à l'inclusion	9
Préjugés et discriminations	10
Manque d'accès à l'information et méconnaissance de ses droits	10
Freins économiques	11
Infrastructures non-adaptées	11
4.3. Discriminations et intersectionnalité	13
Discriminations multiples et intersectionnalité	13
Différents types de discriminations	13
4.4. Priorités des jeunes en termes d'inclusion	21
4.5. Solutions	22
5. CONCLUSION	23
6. PLAIDOYER INTERSECTIONNEL	24
Points d'attention sur les jeunes en situation de handicap	25
7. BIBLIOGRAPHIE	26

1. REMERCIEMENTS

Le Forum des Jeunes tient à remercier la **Team Inclusion**, qui rassemble l'ensemble des membres du [Forum des Jeunes](#) qui ont contribué, de près ou de loin, au projet Inclusion et à cet Avis. Merci à Auréa, Beatrice, Chamsyatou, Darlin, Gaëtan, Justine, Loïc, Luna, Manon, Maximilien, Salma, Solange, Valentin et Wassim.

Nous remercions également le comité de suivi Inclusion, **l'IncluTeam**, constituée dans le cadre de ce projet, pour ses contributions et ses commentaires concernant cet Avis. Ce comité est composé du Service Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du Bureau International Jeunesse (BIJ), de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ), de Crible ASBL, du Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC), du Forum Bruxelles contre les inégalités, du Réseau Wallon

de Lutte contre la Pauvreté, d'ATD Quart Monde, de Jagora, des Guides, de la Fédération Nationale des Patros (FNP), de l'ASBL L'Atelier (Maison de jeunes), de la Maison de Jeunes de Chênée, de la Coordination de Centres de Rencontres et d'Hébergement, d'Ecolo J, de Gratte ASBL, de Talented Youth Network ASBL (TYN), de l'Espace Babel'Air et de la Fédération de Centres d'Information et de Documentation pour Jeunes (CIDJ).

Enfin, un énorme merci aux collègues du Forum des Jeunes pour leur relecture et leur soutien dans le cadre de ce projet.

Ce projet a été accompagné par Chiara Demoulin (chiara.demoulin@cfwb.be) et Zoé Noël (zoe.noel@cfwb.be).

2. INTRODUCTION

Une société inclusive, c'est...¹

« Une société qui serait à l'écoute de chacun afin que tout le monde se sente suffisamment chez soi. »

« Une société qui accepte la différence et qui met en place des moyens pour que tout le monde se sente inclus. »

« Une société où tout le monde a son mot à dire, tout le monde avec les mêmes chances de la vie. »

« Une société qui aborde toutes les thématiques sociétales de manière intersectionnelle, tout en laissant la parole prioritairement aux personnes discriminées. »

« Une société où les gens n'ont pas peur de la différence. »

« Une société qui n'impose pas de norme sur les identités et parcours de vie des personnes, dans laquelle chacun·e peut se sentir libre de se construire et d'exister. Une culture d'ouverture et une structure institutionnelle adaptée aux besoins de chaque citoyen·ne. »

¹ Toutes les citations mentionnées dans cet Avis sont des paroles de jeunes récoltées dans le cadre de ce projet.

Le nombre de signalements pour discriminations reçus par UNIA², l'organisme interfédéral de lutte contre les discriminations, ou par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes³, en constante évolution, le prouve: la xénophobie et toutes les formes de discriminations tissent leur toile, en Belgique, comme ailleurs. Ce constat est à mettre en perspective avec les résultats des élections de 2024: l'extrême droite a terminé première du scrutin dans de nombreux pays européens. Ces partis banalisent des discours xénophobes, racistes, antisémites et islamophobes.

Comme tout·e citoyen·ne, les jeunes peuvent faire face à ces phénomènes de discrimination et d'exclusion. Ces derniers sont susceptibles de conduire à de nombreuses conséquences négatives pour les jeunes,

notamment des violences psychologiques (auto-exclusion, stigmatisation) et physiques ou encore un risque de se retrouver en décrochage scolaire, dans une situation de précarité ou de marginalisation. Cependant, contrairement aux adultes, **les jeunes sont, par nature, en pleine construction de repères, de récits et de projets. En bref, de leur avenir.** Tout processus qui entrave cette construction les affecte donc bien plus que les autres générations.

² Découvrez ces chiffres dans l'onglet « Données sur l'(in)égalité et la discrimination en Belgique » dans le Data Hub d'Unia sur www.equalitydata.unia.be

³ Découvrez ces chiffres dans le « Rapport annuel 2022 » de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, disponible sur [son site](http://son.site).

Néanmoins, que ce soit à l'école, dans la vie quotidienne ou même en politique, **les jeunes souhaitent plus de tolérance pour un meilleur vivre-ensemble**. Pour cette raison, il nous semble essentiel et nécessaire de faire entendre la voix des jeunes à ce sujet. La parole des jeunes est une richesse, même si celle-ci reflète leur perception et leur ressenti. Les sciences sociales montrent que la part de subjectivité présente dans toute recherche est essentielle, car elle permet de visibiliser certains phénomènes qui ne rentrent pas dans les statistiques des données officielles. Il est donc important de souligner que cet Avis n'a pas pour vocation de fournir une expertise sur toutes les thématiques de l'inclusion, mais bien sur **celles relevées par les jeunes consulté·e·s**.

En tant que porte-parole officiel des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles, le Forum des Jeunes a pour mission principale de consulter les jeunes sur leurs réalités et d'aller ensuite porter leurs demandes auprès de nos responsables politiques. Au vu de la situation alarmante concernant l'accroissement des différentes formes de discrimination et la montée de l'extrême droite en Europe, le Forum des Jeunes a souhaité **questionner les jeunes sur leur perception de l'inclusion dans la société et leurs solutions pour construire un monde plus juste et égalitaire. « C'est quoi pour toi, une société inclusive? »**, c'est à partir de cette question que le Forum des Jeunes a récolté la parole de plus de 1000 jeunes et rédigé cet Avis. Cette récolte de paroles représente **leur expérience et perception de l'inclusion** dans la société.



Dialogue Jeunesse

Ce projet trouve son origine dans le 10^e cycle du [Dialogue Jeunesse européen](#). Depuis 2009, l'Europe a mis en place ce processus de 18 mois pour promouvoir la citoyenneté active des jeunes et leur permettre de faire entendre leur voix auprès des États membres et de la Commission européenne. Ce processus implique, au sein de tous les États membres, de consulter les jeunes sur un sujet précis et de les faire partager leurs réalités, besoins et propositions, afin qu'ils et elles proposent des recommandations communes au niveau européen, en faveur des jeunes. Pour ce cycle, le thème choisi était celui de l'Objectif de Jeunesse #3 *Sociétés Inclusives*⁴.

Trois questions orientaient ce processus :

1. Quels sont les obstacles actuels à la pleine inclusion de tous·tes les jeunes dans la société, en particulier les jeunes ayant moins d'opportunités?
2. Quel type de soutien efficace est actuellement apporté pour permettre la pleine inclusion de tous·tes les jeunes dans la société, en particulier les jeunes ayant moins d'opportunités?
3. Quelles actions supplémentaires doivent être prises pour permettre l'inclusion de tous·tes les jeunes dans la société, en particulier les jeunes ayant moins d'opportunités?

Ainsi, l'inclusion est abordée de manière large, non exhaustive et transversale.

Certaines recommandations formulées par les jeunes européen·ne·s à travers ce processus appuyant les propositions relevées au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont intégrées dans cet Avis.

L'Avis commence par la contextualisation du projet suivi de la méthodologie des différentes consultations (animations et enquête pour les jeunes, guide pratique Inclusion pour le secteur associatif). Le chapitre 4 comporte l'analyse des résultats du projet, divisée en 5 sous-points: (1) Perception de l'inclusion/exclusion dans la société; (2) Freins à l'inclusion; (3) Discriminations et intersectionnalité; (4) Priorités des jeunes en termes d'inclusion et (5) Solutions. Enfin, cet Avis s'achève par une conclusion et un **plaidoyer politique**, comprenant des recommandations à mettre en œuvre pour favoriser l'inclusion de l'ensemble des jeunes. Sur base de ce plaidoyer, nous souhaitons que cet Avis officiel puisse trouver un écho auprès de nos responsables politiques et dans d'autres espaces de la société, afin d'avoir un impact sur les politiques menées en matière d'inclusion, particulièrement en ce qui concerne les jeunes.

En effet, il est nécessaire d'agir sur les différentes causes structurelles de l'exclusion et de discrimination afin que les jeunes se sentent réellement inclus·es dans la société.

Les jeunes ont souvent le sentiment de ne pas être toujours écouté·e·s ni représenté·e·s par les responsables politiques. En tant que représentant officiel de la Jeunesse en Fédération Wallonie-Bruxelles, notre décret nous donne la légitimité de porter la parole des jeunes sur cet enjeu capital.

⁴ Les 11 Objectifs de Jeunesse représentent les priorités des jeunes de toute l'Europe et font partie de la stratégie de l'Union européenne du secteur jeunesse. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir le [site du Dialogue Jeunesse](#).

3. MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

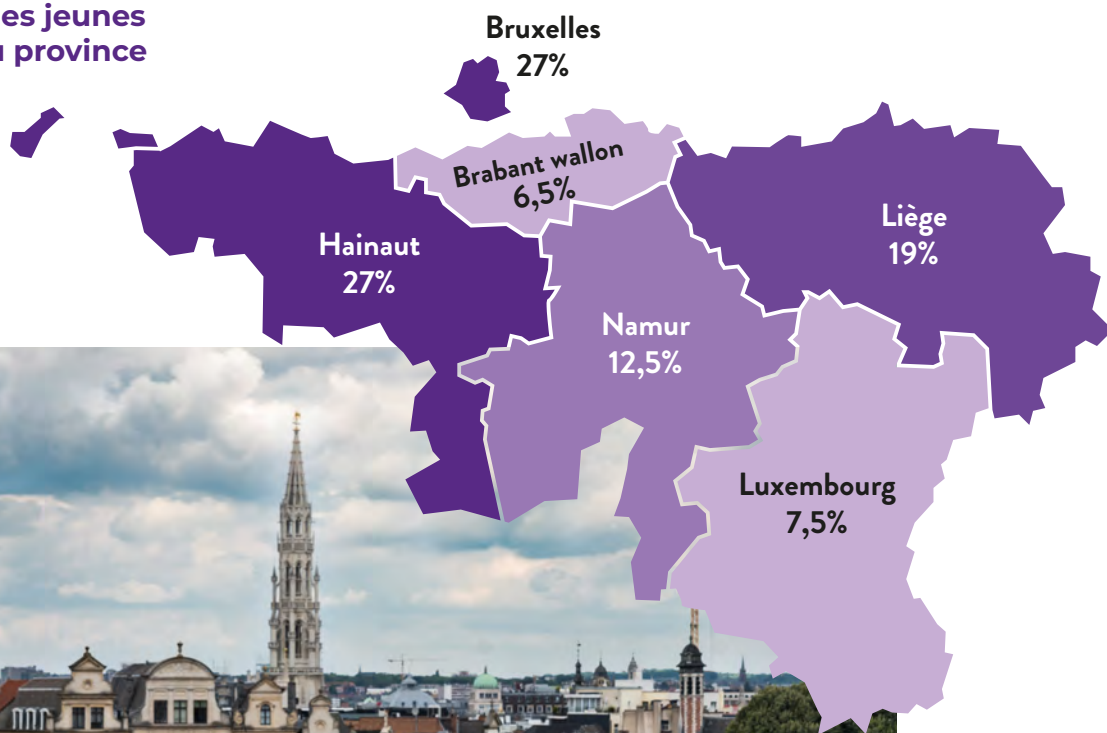
3.1. Enquête quantitative

La Team Inclusion est un groupe de jeunes membres du Forum des Jeunes qui portent le projet au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est cette Team qui a élaboré une enquête portant sur l'inclusion des jeunes dans la société. L'objectif était de questionner les jeunes sur leur expérience et leur vision de l'inclusion : en tant que jeune, te sens-tu inclus-e dans notre société ? As-tu accès aux mêmes droits que d'autres jeunes ? Si tu avais tous les pouvoirs, quelles actions mettrais-tu en place pour que la société soit la plus inclusive possible ? L'enquête est composée de **21 questions** portant sur les freins à l'inclusion, les différentes discriminations subies et l'intersectionnalité qui existe entre elles, les actions déjà réalisées et les solutions pour favoriser l'inclusion dans la société.

Cette enquête a été diffusée entre septembre 2023 et avril 2024 sur nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram et LinkedIn) ainsi que sur notre site internet. Elle a également été distribuée en version papier lors de nos animations Inclusion (décrites dans le point suivant). Afin de favoriser l'accessibilité de cette enquête à un maximum de jeunes, celle-ci a également été traduite en version FALC (FACile à Lire et à Comprendre)⁵.

⁵ Le FALC est une méthode permettant de simplifier un texte le rendant compréhensible et accessible pour toutes et tous. Plus d'informations sont disponibles sur [le site de FALC](#).

Répartition des jeunes par région ou province



Profil des répondant·e·s

Au total, **1192 jeunes** âgé·e·s entre 16 et 30 ans et résidant en Fédération Wallonie-Bruxelles ont répondu à cette enquête. Plus précisément, ces jeunes résident à Bruxelles (**27%**), dans les provinces du Hainaut (**27%**), de Liège (**19%**), de Namur (**12,5%**), du Brabant Wallon (**7%**) et du Luxembourg (**7,5%**). Ces chiffres sont assez représentatifs de la répartition des jeunes par province en Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous pouvons toutefois noter une légère surreprésentation des jeunes à Namur et au Luxembourg, et une sous-représentation à Liège.

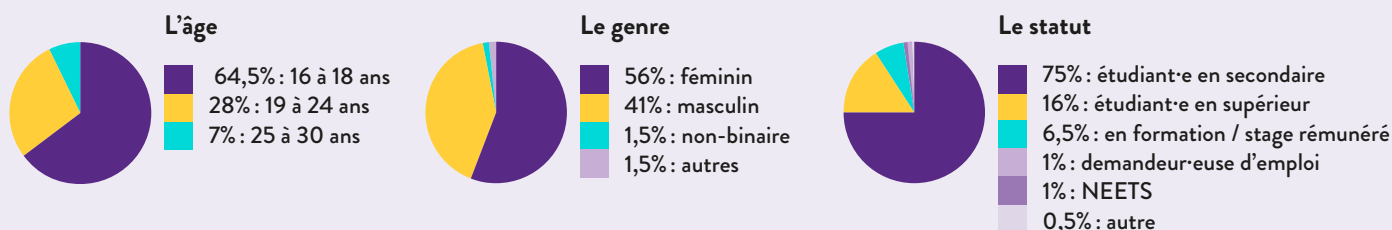
Une grande partie des jeunes (**63%**) vit en ville, **33%** à la campagne et **3%** entre les deux ou en périphérie.



Les 16-18 ans sont majoritaires (**64,5%**) dans notre échantillon car **l'inclusion scolaire** était un sujet privilégié de nos consultations. Les jeunes âgé·e·s entre 19 et 24 ans représentent **28% des répondant·e·s** et les 25-30 ans sont sous-représenté·e·s avec **7% de ces jeunes**.

Concernant la répartition par genre, la majorité (**56%**) s'identifie comme femme, **41%** comme homme et **1,5%** comme non-binaire. D'autres jeunes ne se retrouvent pas dans ces catégories (**1%**) ou ne souhaitent pas le spécifier (**0,5%**).

En lien avec l'âge des répondant·e·s, les étudiant·e·s en secondaire sont surreprésenté·e·s (**75%**), groupe suivi par les jeunes qui étudient dans l'enseignement supérieur (**16%**). **5%** des jeunes travaillent ou réalisent un stage rémunéré. Les autres jeunes sont en formation (**1,5%**), ni en emploi ni en formation (**1%**) ou à la recherche d'un emploi (**1%**). Enfin, quelques jeunes considèrent leur statut comme autre (**0,5%**) reprenant l'attente d'un recours externe, la transition entre fin d'études et marché du travail ou encore le fait d'être indépendant·e complémentaire.



3.2. Consultation qualitative sous forme d'animation

En plus de l'enquête quantitative évoquée ci-dessus, nous avons également consulté des jeunes de manière qualitative, à travers une animation dont nous dirons quelques mots dans le paragraphe suivant. Différentes structures ont été sollicitées pour cette animation : **12 écoles** de 4^e, 5^e, 6^e et 7^e **secondaire** de l'enseignement secondaire spécialisé et ordinaire (général, technique, professionnel ou en alternance) et **2 écoles de l'enseignement supérieur**⁶. Nous avons également rencontré des jeunes dans **11 associations**⁷ en contact avec différents publics-cibles (jeunes avec moins d'opportunités, MENA⁸, NEETS⁹, jeunes en situation de handicap, faisant partie d'une minorité de genre, culturelle ou religieuse) afin de prendre en compte leurs réalités. Au total, **286** jeunes ont participé à cette animation.

⁶ Il s'agit pour l'enseignement secondaire des établissements suivants : l'Athénée Royal de Quiévrain, l'Institut les Ursulines à Molenbeek, le Collège la Fraternité à Laeken, le CEFA d'Anderlecht, La Cime - La Famille à Uccle, l'AVE Maria à Mons et Saint-Servais, l'Institut de la Saint-Union à Dour, le Collège Saint-Martin à Seraing, le Collège Saint-Julien à Ath, l'Athénée Royal de Binche, l'Institut Saint-François-Xavier (SFX2) à Verviers et l'Athénée Royal Paul Nestor Outer (ARNO) à Virton. Et pour l'enseignement supérieur, la Haute École Condorcet de Mons et la Haute-École Bruxelles Brabant (HE2B) à Uccle.

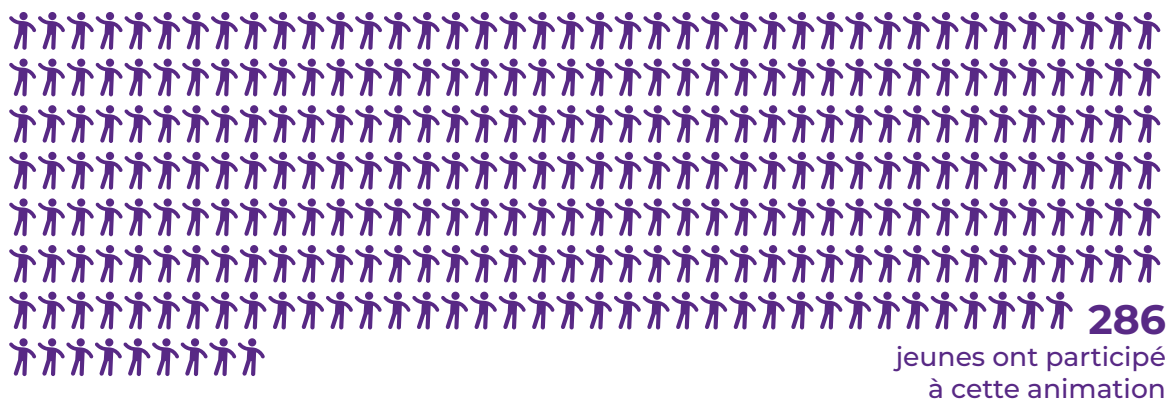
⁷ Plus précisément, nous avons rencontré : Pour la Solidarité, l'AMO de Tamines, la MJ de Momignies, l'AMO Oxyjeunes, la MJ de Chimay, Les Scouts, Espace Babel'Air, la Maison Arc-en-ciel du Brabant Wallon, la Maison Arc-en-ciel de Mons, Ocarina et la Maison des parents solos.

⁸ MENA correspond à Mineur étranger non accompagné. Plus d'informations sont disponibles sur le [site du Service Public Fédéral](#).

⁹ De l'anglais « Not in Employment, Education or Training » pour des personnes qui ne sont ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation.

L'objectif de l'animation était de questionner les jeunes sur leur réalité et leur expérience personnelle de **l'inclusion à l'école**, afin de savoir si, dans notre société, ils et elles pensent avoir les mêmes droits et ont accès aux mêmes opportunités que d'autres jeunes. Étant donné que l'inclusion scolaire était un sujet prioritaire, il est régulièrement abordé dans l'Avis.

Deux alternatives de l'animation étaient proposées : la première sous forme de débat mouvant pour comprendre les représentations générales de l'inclusion, la seconde sous forme d'un photo-langage pour pouvoir partir de l'expérience personnelle des jeunes.

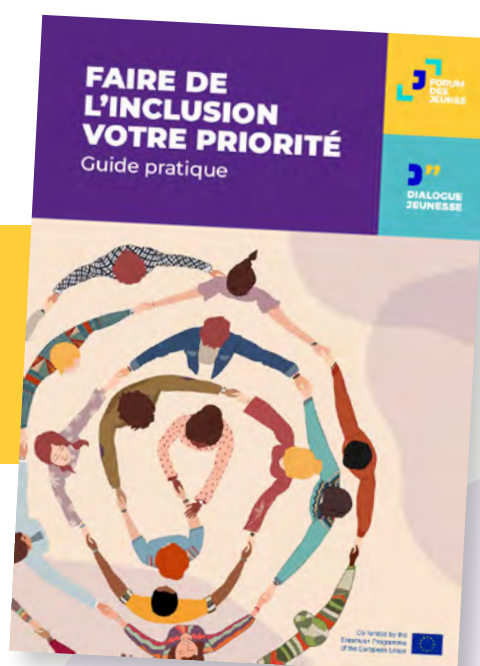


3.3. Consultation des expert·e·s de l'inclusion

En complément de ces processus consultatifs menés auprès des jeunes dans toute la Fédération Wallonie-Bruxelles, des rencontres ont également été organisées entre mai 2023 et avril 2024 avec des associations afin de récolter leurs réalités, leurs pratiques, ainsi que leurs ressources en matière d'inclusion.

Un guide pratique Inclusion reprenant ces différentes ressources est disponible sur notre site internet (forumdesjeunes.be). Il a pour objectif d'accompagner et d'outiller tout·e acteur·rice ou structure dont les jeunes sont le public prioritaire, afin de rendre ses pratiques plus inclusives.

Découvrez
le guide
pratique
Inclusion
[ICI.](#)



4. ANALYSE DES RÉSULTATS

Toutes les mentions «jeunes» dans l'analyse des résultats font référence aux jeunes interrogé·e·s à travers notre enquête. Les différents résultats présentés

proviennent de l'enquête quantitative et sont complétés par les contributions des jeunes récoltées à travers la consultation qualitative (animation).

4.1. Perception de l'inclusion/exclusion dans la société

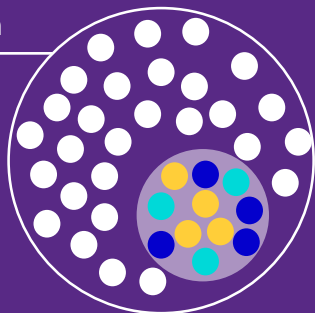
L'enquête commence par un encadré reprenant les questions suivantes: Est-ce que les jeunes se sentent inclus·e·s dans notre société? Penses-tu que l'espace public permet à chaque jeune de se sentir à sa place? As-tu accès aux mêmes droits que d'autres jeunes de ta ville? Trouves-tu que ton école est accessible à chaque personne? Et le monde du travail, tu le trouves inclusif? Et toi tu en penses quoi?

La première partie de notre enquête (question 1 à 3) visait à interroger les jeunes sur leur sentiment personnel de l'inclusion ou de l'exclusion et à leur demander dans quelle(s) situation(s) cela se produisait.

L'inclusion signifie qu'on prend en compte toutes les personnes et leurs spécificités pour enlever les différentes barrières les empêchant de participer. Cela veut dire que ce n'est pas aux personnes, de manière

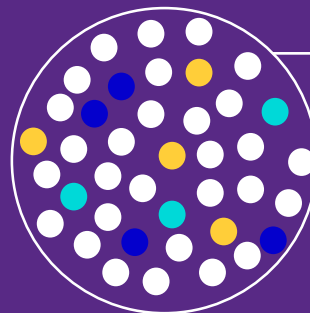
individuelle, de s'adapter à la société (ce qui correspond alors au concept d'intégration). En revanche, c'est bien à la société de s'adapter aux différentes personnes qui la composent.¹⁰

Intégration



≠

Inclusion



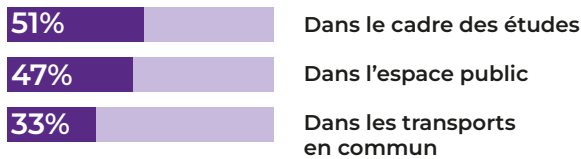
¹⁰ Salto-Youth Inclusion & Diversity Resource Centre, *Inclusion A to Z*, 2022, Disponible sur le site de Salto-Youth.



82% des répondant·e·s (dont 587 femmes pour 362 hommes) ont répondu positivement à la question suivante: « Est-ce qu'il y a des situations dans lesquelles **tu t'es déjà senti·e désavantagé·e** ou ressenti des sentiments négatifs (mal à l'aise, honte, colère ou insécurité)? ».

Dans le cas d'une réponse affirmative à cette question, il a été demandé dans quelle(s) situation(s) cela se produisait.

Trois contextes spécifiques ont principalement été sélectionnés :



Ces constats sont également relevés à travers d'autres enquêtes et recherches. Pour donner quelques chiffres, selon une enquête de Plan International Belgique, 60% des femmes ont fait face à du harcèlement sexiste dans la rue et dans les transports en commun à Bruxelles.¹¹ Des chiffres avancés par une enquête de la Ligue des Usagers Services de Santé montrent que 70% des personnes en situation de handicap rencontrent des problèmes de mobilité. Dans plus de 9 cas sur 10, dans les transports en commun.¹²

Il est à noter que parmi toutes les situations proposées, seule **la recherche d'information sur Internet** récolte **moins de 5%**. Cela veut dire que les jeunes consulté·e·s ne vivent pas dans une situation de **fracture numérique**. Néanmoins, selon le Baromètre de l'inclusion numérique réalisé par la Fondation Roi Baudouin, 30% de jeunes belges francophones ont des faibles compétences numériques.¹³

Par ailleurs, toutes les autres situations proposées ont été considérées par les répondant·e·s comme source d'exclusion, pour au moins 1 jeune sur 20. Les répondant·e·s étaient invité·e·s à préciser d'autres situations où ils et elles se sont senti·e·s désavantagé·e·s. Une situation relevée par les jeunes était: **quand certaines lois sont proposées et/ou adoptées**. Cela fait sens avec le sentiment des jeunes de ne pas être entendu·e·s par les responsables politiques.

Les jeunes pouvaient choisir parmi les situations suivantes:

- ◇ Dans le cadre de mes études;
- ◇ Quand je cherche une formation/un travail;
- ◇ Quand je travaille;
- ◇ Quand je marche dans la rue/quand je suis dans l'espace public;
- ◇ Quand je me déplace en transport;
- ◇ Quand je dois entreprendre des démarches administratives;
- ◇ Quand je dois me soigner;
- ◇ Quand je cherche un logement;
- ◇ Quand je passe du temps avec mon entourage proche (famille ou/amie);
- ◇ Quand je fais du sport;
- ◇ Quand je vais voir un spectacle ou un concert;
- ◇ Quand je vais dans un bar ou un restaurant;
- ◇ Quand je voyage;
- ◇ Quand la société véhicule des stéréotypes qui me visent personnellement ou mon entourage;
- ◇ Autre, merci de spécifier.

4.2. Freins à l'inclusion

En lien avec ce sentiment de désavantage, la question 4 de notre enquête s'interroge sur **les causes** de ce sentiment d'exclusion des jeunes.

Différentes barrières ont été sélectionnées par les jeunes, principalement **la présence de préjugés et de discriminations (46,5%)**, le fait de **ne pas avoir connaissance de ses droits (29%)** et de **rencontrer des difficultés pour accéder et comprendre l'information (26%)**. Lors des animations deux autres freins ont également été abordés de manière récurrente, alors qu'ils apparaissent moins dans l'enquête quantitative: **les freins économiques et les infrastructures non adaptées**.

Les jeunes pouvaient choisir une ou plusieurs propositions de manière illimitée, parmi les suivantes :

- ◇ Je rencontre des difficultés pour accéder et comprendre l'information et il n'y a pas d'accompagnement ou d'aide spécifique prévu;
- ◇ Je rencontre des difficultés dues à la langue employée et il n'y a pas de traduction possible (également en langue des signes);
- ◇ Je n'ai pas accès à des infrastructures adaptées (pas d'ascenseur, locaux non adaptés, etc.);
- ◇ Je n'ai pas assez de moyens financiers;
- ◇ Je n'ai pas connaissance de mes droits;
- ◇ Je fais face à des préjugés* et/ou je vis des discriminations* ou du rejet;
- ◇ Autres (merci de spécifier).

¹¹ Belga., *La Stib lance une campagne pour lutter contre le harcèlement sexiste dans l'espace public*, 14 mai 2019, Disponible sur le [site de BXI](#).

¹² Ligue des Usagers des Services de Santé (LUSS), *Handicap - Identification des besoins des usagers et actions prioritaires*, 2020, Disponible sur le [site de la LUSS](#).

¹³ Fondation Roi Baudouin, *Baromètre de l'inclusion numérique*, 2024, Disponible sur le [site de la Fondation Roi Baudouin](#).

Préjugés et discriminations

Par **préjugés**, on entend un jugement, une évaluation négative, une opinion sur une personne ou un groupe en fonction de critères personnels (croyance, stéréotype etc.)¹⁴.



Presque **1 jeune sur 2** indique avoir été **confronté-e à des préjugés et des discriminations**.

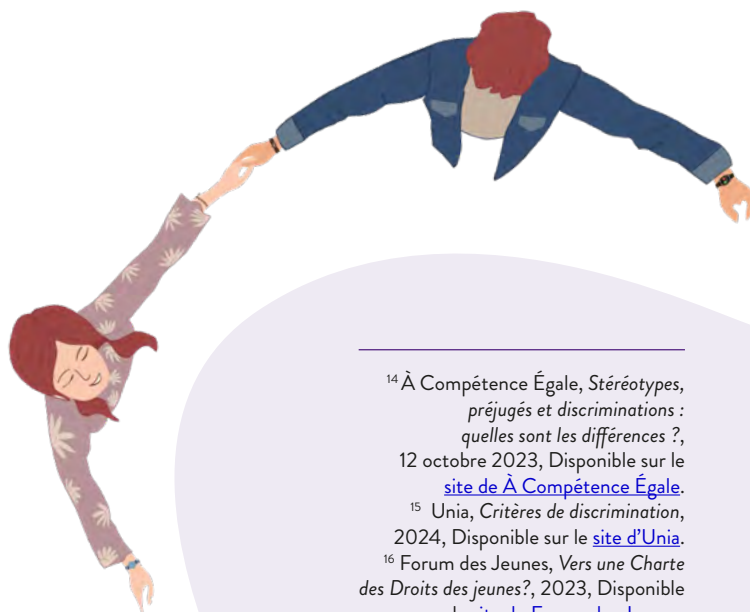
Presque 1 jeune sur 2 (**46,5%**) indique avoir été confronté-e à des préjugés et des discriminations. Par conséquent, ces jeunes sont plus susceptibles de faire face à différentes difficultés (émotionnelles, scolaires, etc.), de risquer d'être isolé-e-s, sans soutien, ou marginalisé-e-s, de ne pas avoir la possibilité de se développer pleinement ni d'avoir une bonne qualité de vie. Ce qui ressort également de nos animations, c'est que les **préjugés**, sous la forme de **jugements portés par d'autres, sont très présents à l'école**, notamment dans la cour de récréation et dans le réfectoire.

Manque d'accès à l'information et méconnaissance de ses droits

Près d'un tiers des jeunes interrogé-e-s mettent en avant le fait de ne pas avoir connaissance de leurs droits (**29%**) et d'éprouver des difficultés à comprendre et à accéder à l'information les concernant (**26%**). Ce constat fait écho à une position du Forum concernant l'accès aux droits des jeunes¹⁶ mais aussi à notre Avis sur la lutte contre le sans-abrisme¹⁷. Dans notre société, l'information est présente partout et tout le temps. Nous y sommes exposé-e-s par le biais de multiples canaux. Dans ce contexte de surinformation, faire en sorte que l'information existante et adressée aux jeunes les atteigne est un véritable défi. Ce manque de visibilité de l'information empêche les jeunes de connaître leurs droits et d'avoir accès à différentes opportunités les concernant. Il s'agit donc d'un facteur d'exclusion pour les jeunes.

Par **discrimination**, on entend traiter négativement une personne en fonction de différents « critères dits « protégés » inscrits dans la loi et dès lors punissables. Ces critères reprennent le genre, la prétendue race, la couleur de peau, la nationalité, l'ascendance (juive), l'origine nationale ou ethnique, le handicap, les convictions philosophiques ou religieuses, l'orientation sexuelle, l'âge, la fortune, l'état civil, les convictions politiques, les convictions syndicales, l'état de santé, les caractéristiques physiques ou génétiques, la naissance, l'origine et la condition sociale, la composition de ménage et la langue »¹⁵.

© Unsplash



¹⁴ À Compétence Égale, *Stéréotypes, préjugés et discriminations : quelles sont les différences ?*, 12 octobre 2023, Disponible sur le [site de À Compétence Égale](#).

¹⁵ Unia, *Critères de discrimination*, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).

¹⁶ Forum des Jeunes, *Vers une Charte des Droits des jeunes?*, 2023, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

¹⁷ Forum des Jeunes, *Lutte contre le sans-abrisme*, 2022, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Toutes les informations ne se situent-elles pas sur Internet?

Internet a été très peu relevé comme situation dans laquelle les jeunes se sont déjà senti·e·s désavantagé·e·s ou ont ressenti des sentiments négatifs (mal à l'aise, honte, colère ou insécurité) **(3,7%)**.

Aujourd'hui, Internet constitue l'une des principales sources d'information pour les jeunes.¹⁸ Or les principaux freins mentionnés par ces mêmes jeunes sont le fait de ne pas avoir connaissance de ses droits **(29%)** et d'éprouver des difficultés à comprendre et à accéder à l'information les concernant. Cela peut indiquer que **les jeunes interrogé·e·s ont accès à Internet mais ne savent pas comment trouver de l'information sur leurs droits**. En conclusion, être plus connecté·e ne signifie pas nécessairement être plus informé·e. Ce constat a déjà été évoqué dans notre Avis sur l'éducation aux médias.¹⁹ C'est la raison pour laquelle, le Forum des Jeunes demande de renforcer l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, et ce, dès le plus jeune âge.

Cette problématique du manque d'information est revenue à de nombreuses reprises pendant les animations. Les jeunes trouvent ne pas être (assez) informé·e·s sur leurs droits, sur les aides dont ils et elles peuvent bénéficier, mais également sur des démarches de la vie quotidienne comme lire un bail ou remplir sa déclaration d'impôts. De ce fait, les jeunes souhaitent avoir des cours qui les préparent à vivre en autonomie. Cette demande est également évoquée dans notre Mémoire « Être Jeune en 2023 »²⁰.

Ce manque d'information est, entre autres, lié aux difficultés rencontrées au niveau de la complexité des démarches ou encore du langage utilisé (jargon).

Freins économiques

Enfin, la barrière économique reste importante dans l'inclusion des jeunes bien que cette barrière reste peu visible dans notre enquête en ligne. Dans l'enquête, seuls **18,5%** des jeunes ont exprimé rencontrer des difficultés financières qui les empêchent d'être inclus·es dans la société. Cela peut s'expliquer par le fait que la plupart des jeunes sont à l'école et vivent majoritairement chez leurs parents, avec des frais moins importants (logement, nourriture, déplacement, etc.). Néanmoins, les freins économiques sont ressortis dans chacune des animations réalisées, en se matérialisant de différentes façons. Par exemple, par le fait de devoir vivre dans un **logement ne disposant pas d'un espace calme**, à soi, pour travailler, ou de ne pas pouvoir **participer à des loisirs** à cause du coût de ces derniers. De plus, des jeunes expriment le fait de devoir jobber plus que d'autres jeunes pour pouvoir se payer, entre autres, des vêtements. **La situation familiale** est également évoquée, notamment le fait de faire partie d'une famille monoparentale.

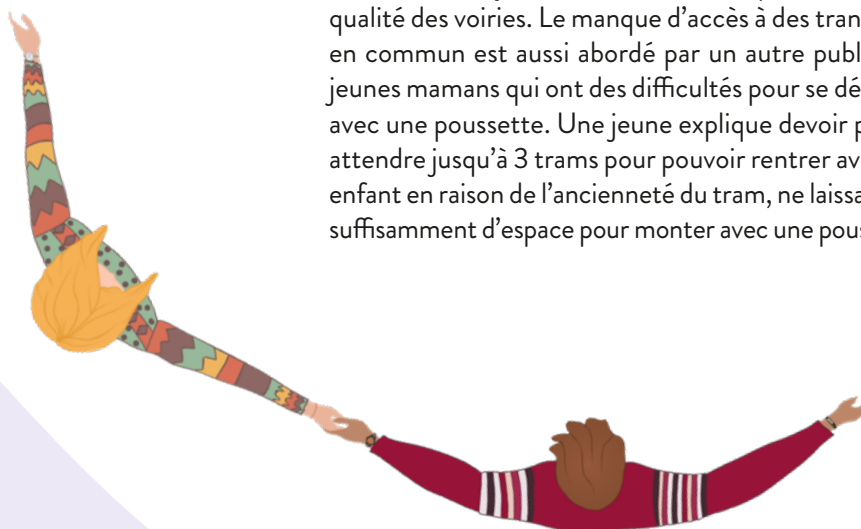
Infrastructures non adaptées

Dans l'enquête en ligne, la question des infrastructures est très peu relevée comme frein à l'inclusion pour les jeunes (seulement **4,5%** des réponses). Par contre, lors de nos animations, la question de **l'accessibilité des écoles** et des classes **pour les jeunes en situation de handicap** (permanent ou temporaire) est revenue systématiquement. En effet, les infrastructures (escaliers, couloirs, aménagement des classes, etc.) ne permettent pas à certain·e·s jeunes d'accéder à l'école de leur choix. En particulier dans les structures en lien avec le handicap, la question **du manque d'accessibilité dans l'espace public** est également relevée. Celle-ci se traduit également **par le manque d'offre de transports en commun à proximité de l'école** et par la mauvaise qualité des voiries. Le manque d'accès à des transports en commun est aussi abordé par un autre public : les jeunes mamans qui ont des difficultés pour se déplacer avec une poussette. Une jeune explique devoir parfois attendre jusqu'à 3 trams pour pouvoir rentrer avec son enfant en raison de l'ancienneté du tram, ne laissant pas suffisamment d'espace pour monter avec une poussette.

¹⁸ Aillerie K., *Les pratiques informationnelles des adolescents sur Internet*, Revue Lecture Jeune 143, septembre 2012, Disponible sur [le site Lecture Jeunesse](#).

¹⁹ Forum des Jeunes, *L'éducation aux médias*, 2020, Disponible sur [le site du Forum des Jeunes](#).

²⁰ Forum des Jeunes, *Être Jeune en 2023 : Perspectives d'une jeunesse aux 1000 visages*, 2023. Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).



Dans le rapport de l'OCDE²¹ (Organisation de coopération et de développement économiques), la **Belgique est pointée comme l'un des pays européens les plus inégalitaires en matière d'enseignement**. Les inégalités scolaires se traduisent, entre autres, par une ségrégation forte entre écoles, les élèves avec un niveau socio-économique plus faible allant dans des moins bonnes écoles. Sont également relevés une séparation entre filières et un nombre important de redoublements. Les inégalités dans l'enseignement secondaire impactent non seulement l'accès aux études supérieures mais également les différentes opportunités professionnelles.²² Différentes recommandations ont été formulées par la Commission européenne à l'État belge pour lutter contre ces inégalités scolaires²³. Sans surprise, ces inégalités ont également été abordées à de nombreuses reprises lors des animations.

Les jeunes ont relevé plusieurs **freins à l'inclusion scolaire** :

- 1. Surcharge et manque de coordination** : Des jeunes professeur·e·s expliquent qu'en raison du nombre d'élèves trop important par classe, les professeur·e·s n'ont pas la possibilité de faire un suivi de qualité de leurs élèves. Le manque de personnel provoque une surcharge générale de travail pour le personnel éducatif et social (centre psycho-médico social, logopède, etc.). Cela amène à un manque de coordination entre les professeur·e·s et les autres professionnel·le·s de l'éducation, empêchant les jeunes de bénéficier d'un accompagnement cohérent et adéquat.
- 2. Manque de flexibilité dans les apprentissages** : Les jeunes estiment que l'école et le système scolaire de manière générale ne s'adaptent pas suffisamment au rythme biologique des élèves (format des cours, heure de début et de fin des cours, position exclusivement assise, etc.) ni à leur situation personnelle (problème de santé, problèmes familiaux, etc.)
- 3. Informations et formations** : Les jeunes estiment qu'il y a un manque d'informations et de formations quant aux différents types de handicap et de troubles d'apprentissage et du comportement, ainsi qu'aux différents types d'intelligence. C'est le cas pour les élèves, pour les professeur·e·s mais aussi pour les parents.
- 4. Violences et harcèlement** : Certain·e·s jeunes témoignent de la violence très présente dans certaines écoles, entre élèves ou venant des professeur·e·s, et ce, sous différentes formes : physique, psychologique, insultes, pression, etc. Cette violence se traduit notamment par des phénomènes d'homophobie et de harcèlement scolaire. Cela peut amener à de la phobie scolaire, à un cycle de violence et parfois à de la double exclusion (être exclu·e en raison des comportements homophobes des autres élèves et du harcèlement scolaire). Il y a souvent une stigmatisation des victimes et un manque de sanction pour les auteur·e·s.
- 5. Absence de diversité** : Dans certaines écoles, il n'y a pas ou peu de diversité culturelle, ethnique ou socio-économique. Ce manque de diversité favorise la diffusion de préjugés entre les écoles se trouvant sur un même territoire.
- 6. Répartition géographique et manque d'accessibilité** : Certain·e·s élèves n'ont pas la possibilité de se déplacer à l'école souhaitée ou qui leur correspond pour différentes raisons : manque de transports en commun, absence de voiture, manque de choix d'option/ filière dans l'école près du domicile, etc.

²¹ OECD, Equity in Education: *Breaking Down Barriers to Social Mobility*, 2018, Disponible sur le [site de l'OCDE](#).

²² Bamps N., *La Belgique reste mauvaise élève en termes d'égalité à l'école*, L'Echo, 23 octobre 2018, Disponible sur le [site de l'Echo](#).

Ghesquière F., Girès J., *L'école en Belgique renforce les inégalités*, 2015, Disponible sur le [site de l'Observatoire belge des inégalités](#).

²³ F.C. avec Belga., *Les inégalités dans les écoles belges pointées par l'Europe: « L'écart dans les résultats scolaires est devenu parmi les plus importants de l'UE »*, La Libre, 23 mai 2022, Disponible sur le [site de La Libre](#).

4.3. Discriminations et intersectionnalité

Les questions 5 à 10 de notre enquête questionnent **le lien entre l'appartenance à une minorité** (de genre, culturelle, ethnique, socio-économique, liée au handicap ou autre) **et le fait d'être victime d'une ou de plusieurs discriminations**. Il s'agit ici de la perception des jeunes, de leur ressenti sur les discriminations, et non pas de faits vérifiables, avérés et portés en justice. À l'inverse, certain·e·s jeunes peuvent avoir intégré les discriminations subies et ne pas les avoir indiquées dans nos consultations.

Dans le cadre du processus consultatif, nous avons mis un point d'attention à aller rencontrer **une pluralité de publics de jeunes** ayant leurs propres vécus et expériences de l'exclusion, pour leur donner la parole. Nous avons donc travaillé avec différentes structures de terrain telles que trois maisons de jeunes, deux maisons arc-en-ciel, la Maison des Parents Solos ou encore Pour la Solidarité.

Tous les témoignages cités dans ce chapitre ont été exprimés par les jeunes à travers nos consultations.

Discriminations multiples et intersectionnalité

En lisant ce chapitre, vous allez découvrir que les réponses récoltées à travers nos consultations ont indiqué plusieurs expériences de discrimination et d'exclusion. Même s'il est essentiel de décroiser les différentes discriminations auxquelles les jeunes peuvent faire face. Nous avons proposé certaines catégories aux répondant·e·s pour mesurer les discriminations les plus souvent rencontrées. Ainsi, certain·e·s ont été discriminé·e·s en raison de leur genre, leur orientation sexuelle, de leur statut socio-économique ou encore leur religion.

D'autres se sentent désavantagé·e·s en raison de leur âge, de leur origine géographique, leur langue ou encore de leur apparence physique. Ces expériences montrent la pluralité des formes de discrimination et soulignent la **nécessité de promouvoir l'inclusion, le respect et l'égalité des droits pour toutes et tous, et de lutter contre ces discriminations de manière transversale**.

Pour éviter de catégoriser les jeunes, il est nécessaire de rappeler qu'**un·e jeune peut subir plusieurs discriminations en même temps et être discriminé·e différemment par sa position à l'intersection de plusieurs mécanismes de discrimination**. C'est ce qu'on appelle l'**intersectionnalité**, caractérisée par une exclusion multiple due à l'appartenance d'une personne à plusieurs minorités. L'intersectionnalité n'est pas uniquement l'addition de plusieurs discriminations mais bien une discrimination tout à fait spécifique. Celle-ci est souvent peu prise en compte et augmente les discriminations et les vulnérabilités des personnes concernées. Par exemple, dans le cadre scolaire, un·e jeune en situation irrégulière avec des problèmes de santé va s'absenter plus régulièrement de l'école et être pénalisé·e à cause du manque de prise en compte des différentes vulnérabilités liées à sa situation.

56% des répondant·e·s appartenant à la communauté LGBTQIA+ ont exprimé avoir subi des **discrimination** à ce sujet.

Différents types de discrimination

Discriminations basées sur l'appartenance à la communauté LGBTQIA+

11,5% des répondant·e·s ont indiqué dans l'enquête appartenir à la communauté LGBTQIA+ et, parmi ces personnes, plus de la moitié (**56%**) a exprimé avoir subi des discriminations à ce sujet. Ce chiffre fait écho à une enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) révélant que 53 % des personnes LGBTQIA+ ont été harcelées en 2023 en Belgique.²⁴ Pour l'Union européenne, 1 personne sur 3 de la communauté LGBTQIA+ fait face, quotidiennement, à de la discrimination et plus d'1 personne sur 2 à du harcèlement suite à une incitation à la haine.²⁵ Unia, l'organisme interfédéral de lutte contre les discriminations, note elle aussi une augmentation des signalements des discriminations relatives à l'orientation sexuelle en 2023.²⁶

« Dans un bar, on m'a fait payer plus cher car on pensait que j'avais une autre sexualité que hétéro (je n'ai évidemment pas acheté, ni continué à y aller). »

Les hommes gays, victimes de discrimination liée à leur homosexualité, ont fait référence à plusieurs reprises, dans les réponses qualitatives, au don de sang : « Pour la promotion du don de sang, un "démarcheur" tentait de motiver mon amie pour qu'elle donne son sang. Mon amie s'est tournée vers moi pour me demander si je comptais le faire. Quand je lui ai répondu que je n'en avais pas le droit, le "démarcheur" m'a demandé pourquoi, a marqué 2 secondes de pause et a compris pourquoi (je suis gay) et l'a exprimé en émettant un jugement de valeur. »

👉 Et à l'école, qu'en est-il?

Dans notre enquête, il est apparu que cette discrimination pouvait varier selon le genre de la personne. À travers nos animations, les hommes, en particulier, ont indiqué que l'homophobie est omniprésente dans les écoles, que ce soit de l'homophobie latente²⁸ ou affirmée (insultes, agressions physiques, intimidation, etc.).

« Une réflexion d'un président de pouvoir organisateur dans l'enseignement catholique par rapport à mon orientation sexuelle. »

D'autres discriminations liées au genre (identité de genre, expression du genre, orientation sexuelle/romantique) sont également présentes dans les écoles, comme par exemple celle concernant la façon de s'habiller. Par ailleurs, dans la plupart des établissements scolaires, les toilettes sont genrées, cela met dans une position d'inconfort, de gêne ou de mal-être les personnes transgenre²⁹, non-binaire³⁰ et/ou genre fluide³¹.

À ce sujet, nous avons recolté plusieurs témoignage de jeunes trans^{*32} racontant avoir subi des discriminations en lien avec leur identité de genre à l'école. Par exemple, être mégenré·e, ce qui désigne le fait d'être désigné·e par le mauvais pronom par leurs professeur·e·s, que ceux et celles-ci utilisent un « dead name »³³ ou être obligé·e de faire son coming-out devant toute la classe.³⁴

« J'ai déjà eu des remarques du style « que la Belgique fasse comme la Tchétchénie pour les PD » ou du mégenrage par mes enseignants. »

« À l'école, tous les jours pour les toilettes. En tant que personne trans, le regard des gens n'est pas facile, et pourtant j'étais dans une filière sociale. »

🔍 C'est quoi l'homophobie?

L'homophobie désigne « le mépris, le rejet, l'exclusion et/ou la haine envers des personnes, des pratiques ou des représentations homosexuelles ou supposées l'être. Les personnes victimes ne sont pas seulement homosexuelles, elles sont aussi les personnes dont l'apparence ou le comportement dérogent aux représentations traditionnelles de la féminité et de la masculinité. »²⁷

²⁴ Buisson, M., 53 % des personnes LGBT+ ont été harcelées en 2023 en Belgique, Le Soir, 14 mai 2024, Disponible sur le [site du Soir](#).

²⁵ Idem.

²⁶ Unia, Augmentation des dossiers LGBTI+ en 2023, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).

²⁷ SOS Homophobie, Homophobie, 2024, Disponible sur le [site de SOS Homophobie](#).

²⁸ Dans nos animations, la notion d'homophobie douce est ressortie : ce sont des remarques homophobes qui se veulent « gentilles » telles que « Tu es gay, tu portes un sac à main ? », « Qui fait l'homme, qui fait la femme ? », etc.

²⁹ Transgenre : « se dit d'une personne qui s'identifie à un autre genre que celui assigné à la naissance. Une personne qui est en accord avec le genre a qu'on lui a donné à la naissance est dite cisgenre. » (Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Inclusive, mon école ? Pour une école où les personnes LGBTQIA+ se sentent accueillies, valorisées, confiantes et en sécurité, 2023, p.3, Disponible sur le [site du FCPPF](#)).

³⁰ Non-binaire : « identité de genre d'une personne qui ne se reconnaît pas dans la binarité du genre masculin/féminin. » (Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Inclusive, mon école ? Pour une école où les personnes LGBTQIA+ se sentent accueillies, valorisées, confiantes et en sécurité, 2023, p.3, Disponible sur le [site du FCPPF](#)).

³¹ Genre fluide ou gender fluid correspond à « une personne n'ayant pas un genre fixe, mais bien un genre qui évolue et peut changer au cours de la vie. » (RainbowHouse, Glossaire, 2023, p.23, Disponible sur le [site de la RainbowHouse](#)).

³² La mention * ajoutée au mot Trans est une convention afin d'inclure les différentes personnes.

³³ Deadname signifie : « prénom d'assignation [reçu à la naissance] d'une personne trans* qu'elle ne souhaite plus utiliser, qu'elle considère dès lors comme « mort ». » (RainbowHouse, Glossaire, 2023, p.14, Disponible sur le [site de la RainbowHouse](#)).

³⁴ Pour plus d'informations sur ce sujet, voir le [Guide d'accompagnement pour l'inclusion des personnes Trans dans l'enseignement supérieur en FWB](#) de l'ARES et Direction de l'égalité des chances du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ces discriminations et violences se traduisent également **dans l'espace public** avec un **grand sentiment d'insécurité** pour la communauté LGBTQIA+. Plusieurs jeunes témoignent des discriminations subies en rue, dans les transports ou encore au travail :

« Sentiment d'insécurité quand je marche main dans la main avec mon partenaire homo. »

« Sentiment d'insécurité quand il s'agit de s'afficher en public avec mon partenaire de même genre. »

« Je suis gay. Des personnes m'ont déjà traité de pd, de tapette. J'ai déjà entendu des personnes dire que les gays ne méritaient pas la vie (je passais et ces personnes ne savaient pas que je l'étais). Je ne me sens pas en sécurité de montrer qui je suis dans la plupart des espaces publics. Même au travail, dans des institutions revêtant les drapeaux LGBTQIA+ à leur entrée, il y a des insultes sur certains posts censés célébrer notre diversité. »

Discriminations basées sur l'appartenance à une minorité religieuse ou culturelle

31% des répondant·e·s de l'enquête ont indiqué appartenir à une communauté religieuse ou culturelle minoritaire en Belgique. Parmi ces personnes, la moitié (**51,5%**) indique avoir déjà souffert de discrimination à cause de leurs croyances religieuses.

« Changer de trottoir, me demander si j'étais extrémiste, vouloir me forcer à consommer de l'alcool ou autre, être jugé. »

« Je me suis sentie désavantagée dans plusieurs cas comme durant la recherche d'un job étudiant ou tout simplement quand je marche dans la rue des gens m'ont déjà fait des remarques discriminatoires sur mon appartenance religieuse. »

« L'année dernière une ancienne camarade de bachelier a appelé nombreux de mes amis "belgo belges" pour leur dire que j'étais potentiellement dangereuse parce que je suis musulmane et qu'il fallait prendre des précautions. Enfin, quand je travaillais au Carrefour (j'avais 16 ans) et qu'un vol a eu lieu, la police est venue enquêter, ils m'ont demandé si je connaissais le voleur parce que la caissière a dit qu'il était arabe (le voleur était cagoulé). »



En 2023, **70%** des victimes d'islamophobie sont des femmes.

Et à l'école, qu'en est-il?

Lors des animations, il est ressorti que la question du droit à porter des tenues jugées ou assimilées comme « islamiques »³⁵ ou « traditionnelles » ou de « culture orientale » ne fait pas consensus dans les écoles. Par ailleurs certaines jeunes femmes faisant partie d'une minorité religieuse considèrent qu'elles ne sont pas pleinement acceptées car elles doivent renoncer à une partie de leur identité en enlevant leur voile. Par ailleurs, le manque d'alternatives alimentaires propres aux différentes minorités religieuses a également été abordé. La conséquence principale est que les jeunes se privent car la nourriture n'est pas adaptée.



Les discriminations religieuses ou culturelles que subissent bon nombre de jeunes sont souvent liées à **l'islamophobie**.

C'est quoi l'islamophobie?

L'islamophobie est définie « comme l'ensemble des actes de violence (propos haineux, harcèlement, discrimination, crimes et délits de haine) qui visent au moins une personne, un bien ou une institution en raison de son appartenance, réelle ou supposée, à la religion musulmane.³⁶ Cette violence peut être verbale, psychologique, physique et/ou économique. »

Cette violence touche majoritairement **les femmes**. En effet, en 2023, 7 victimes sur 10 de l'islamophobie sont des femmes.³⁷

³⁵ Pour plus d'informations sur ces questions, voir [la page d'Unia](#).

³⁶ Collectif pour l'Inclusion et contre l'islamophobie en Belgique (CIIB), *Rapport Chiffres 2023*, Mai 2024, Disponible sur le [site du CIIB](#).

³⁷ Hajjat A., Mohammed M., *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, La Découverte, 2016.

Discriminations basées sur l'origine ethnique ou sur la couleur de peau

26,5% des jeunes qui ont répondu à l'enquête indiquent être racisé·e·s. Parmi ces jeunes racisé·e·s, **68%** déclarent avoir déjà subi des discriminations. Cela indique que parmi les jeunes s'identifiant comme racisé·e·s, une majorité estime avoir été victime de discriminations basées sur leur (prétendue) « race », ethnicité, origine ou couleur de peau.³⁸

« Au travail, le patient refuse des soins car je suis de couleur noire. »

« Dans les transports quand ça m'a dit « sale arabe retourne dans ton pays. »

« Oui, dans l'espace public on m'a craché dessus en me disant sale arabe. »

« Lorsque je parle de mes origines (indienne/africaine) et qu'on fait des accents en me proposant une banane »

🔍 C'est quoi le racisme?

Le racisme correspond à une idéologie qui crée une hiérarchie entre des groupes d'individus en fonction de leur origine, couleur de peau, ethnie, culture ou religion. Pour reprendre les mots d'Unia : « le racisme se manifeste de différentes manières : par des actes, des paroles, des écrits, ou des comportements discriminatoires qui sont punissables par la loi »³⁹. Le racisme est un système global qui peut, en réalité, se manifester sous différentes formes (stéréotypes et préjugés, racisme décomplexé, racisme ordinaire, ...), à différents niveaux (individuel, institutionnel, sociétal,...) et dans diverses sphères de la vie (famille, travail, école, espace public, etc.).

Pour découvrir ce que pensent les jeunes à ce sujet de manière spécifique, le Forum des Jeunes a publié un Avis sur la lutte contre le racisme.⁴⁰

Ainsi, cela signifie qu'un tiers des jeunes racisé·e·s (**32%**) ont déclaré n'avoir jamais subi de discrimination. Il est important de noter que l'absence de déclaration de discrimination ne signifie pas nécessairement qu'elle n'a pas eu lieu, car des personnes peuvent ne pas se sentir à l'aise d'en parler ou peuvent ne pas reconnaître les actes discriminatoires. Il est à noter que, dans notre enquête, la proposition était formulée de cette manière : *Je me considère comme racisé·e*, certaines personnes ne s'identifient pas avec ce terme. Ce questionnement sur le terme racisé·e est également présent dans notre dernier Avis portant sur le racisme en Belgique.⁴¹

👉 Et à l'école, qu'en est-il?

Lors des animations, le racisme au sein de l'école a été souvent évoqué par les jeunes, un racisme qui se traduit par des remarques ou des actes de violence. Par exemple, ils et elles ont été **orienté·e·s vers des filières techniques et professionnelles**, en se basant non pas sur leurs compétences mais sur le fait qu'ils et elles étaient d'origine étrangère. À l'école, les jeunes expliquent que ces faits se produisent plus souvent dans certains lieux spécifiques, comme la cour de récréation.

³⁸ Pour rappel, le terme « race » est une construction sociale utilisée pour catégoriser les gens en fonction de caractéristiques physiques, sans base biologique, servant souvent à justifier des discriminations et inégalités. (Omi M., Winant H., *Racial Formation in the United States*, Routledge, 2014).

³⁹ Unia, *Racisme*, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).

⁴⁰ Toutes les informations de cet encadré proviennent de notre Avis sur la lutte contre le racisme (Forum des Jeunes, *Du racisme en Belgique ? Non peut-être !*, 2024, p.7, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#)).

⁴¹ Pour reprendre un témoignage tiré de cet Avis : « Pour moi, ce terme n'est pertinent que lorsqu'on parle de racisme, de problème de société liés au racisme. Au quotidien, je ne suis pas une personne racisée, je ne me définis pas en tant que telle. »





🔍 C'est quoi le validisme ?

Le validisme « désigne un système de préjugés et de discriminations à l'égard des personnes en situation de handicap. »⁴²

La notion de **handicap invisible** a été mentionnée à plusieurs reprises dans notre enquête notamment pour parler de **la surdité**⁴³ ou de **l'autisme**.

« Je me sens désavantagée dans des situations de sociabilisation, dû à un spectre autistique. »

Dans cette catégorie, les **troubles de l'apprentissage** (dyspraxie, dysorthographe, etc.) **et de l'attention** ont souvent été soulignés par les jeunes. Ceux-ci sont encore trop peu connus par l'ensemble de la société.

« Pas directement si ce n'est que mon orthographe m'a fait doubler malgré le fait que je suis dysorthographique et que les profs étaient au courant. »

« J'ai eu beaucoup de difficultés durant mes primaires au niveau de la concentration. Je n'étais pas écoutée, on me traitait de fainéante. J'étais obligée de rester pendant les récréations pour terminer les exercices alors que je ne comprenais pas ce qu'on attendait de moi. »

Les **troubles de la santé mentale** ont également été mentionnés dans l'enquête comme pouvant désavantager les jeunes (anxiété sociale, phobie scolaire, hypersensibilité, etc.). Certaines **maladies invalidantes** (le diabète, maladies auto immunes, etc.) ont également été indiquées dans cette catégorie.

« J'ai une maladie rare donc j'ai déjà eu des discriminations étant enfant. »

Il est donc intéressant de rappeler que malgré les idées reçues, la plupart des handicaps sont invisibles. En effet, **80% des personnes en situation de handicap en Belgique n'ont pas de signes visibles de leur handicap** (chaise roulante, canne, etc.), entraînant souvent un manque de compréhension et d'écoute des personnes dites valides.⁴⁴

Discriminations basées sur une situation de handicap

Presque la totalité de l'échantillon (**92%**) se considère comme étant valide (ont répondu non à la question : je suis en situation de handicap). Ce chiffre est cependant à nuancer car, à de nombreuses reprises, lors des animations, les jeunes **ont demandé la signification du terme « handicap »**. Ainsi, est-ce qu'un trouble de l'apprentissage ou une forte correction de la vue peuvent être considérés comme un handicap ? Cela suggère que les réponses sont dépendantes de la perception de chaque jeune. Certain·e·s considèrent avoir rencontré des difficultés dans leur vie qui les ont handicapé·e·s; notamment dans leurs apprentissages ou mouvements, mais ne sont pas identifiées comme étant en situation de handicap.

Afin de mieux comprendre les réalités et les perceptions des personnes porteuses de handicap, nous avons effectué une animation à la Cime, école de l'enseignement spécialisé à Uccle. Parmi les personnes en situation de handicap qui ont répondu à l'enquête, **63%** d'entre-elles ont déjà subi des discriminations dans différents espaces tels que les transports en commun, la rue, les restaurants, les loisirs, ou encore les toilettes publiques. De plus, nous avons rencontré des jeunes en situation de handicap afin de réaliser notre animation et récolter leurs voix, trop peu souvent entendues.

« À l'école car les gens ont peur des handicaps/la différence et donc ils ne savent pas comment réagir et préfèrent nous exclure. »

« Je suis en situation de handicap et je subis des remarques déplacées. »

Ce qui est le plus difficile pour ces jeunes, c'est le **regard des autres**. Ces témoignages montrent la prédominance du **validisme** à l'encontre des personnes en situation de handicap.

⁴³ Il est important de rappeler qu'être sourd·e ne se limite pas à un handicap mais à une identité et une culture communes avec ses propres représentations et pratiques. Pour plus d'informations, voir le [site de la Fédération Francophone des Sourds de Belgique](#).

⁴² Canonne, J., *Validisme*, Revue Sciences Humaines, Mars 2022, Disponible sur le [site de la Revue Sciences Humaines](#).

⁴⁴ Solidarité, « Handicap invisible : Qui? Quoi? Comment? », 15 mars 2022, Disponible sur le [site de Solidarité](#).

Discriminations basées sur une situation de pauvreté ou de précarité⁴⁵

Un peu moins de **10%** des répondant·e·s à l'enquête ont déclaré être en situation de pauvreté ou de précarité. Malgré ce chiffre peu important, nous avons rencontré plusieurs jeunes dans cette situation, à travers différentes structures (écoles avec différents indices socio-économique, associations de familles monoparentales ou de jeunes NEETS). Il nous a semblé important de porter leur réalité d'exclusion car ces jeunes sont, eux et elles aussi, trop peu souvent entendu·e·s et représenté·e·s. Parmi les jeunes concerné·e·s plus d'**1 jeune sur 2 (55%)** affirme avoir été victime de discrimination pour cette raison.

« Dans un autre contexte, là je bosse mais en tant qu'étudiant, la pauvreté m'a fort touché. Parfois c'était littéralement choisir entre se payer à manger ou prendre les transports pour rejoindre mon copain dans une ville qui n'était pas couverte par mon abonnement étudiant. »

« Lors de ma recherche de logement, beaucoup de propriétaires ont refusé ma candidature car je bénéficie d'un RIS (CPAS) et que ce revenu n'est pas assez sécurisant pour eux. »

Dans les réponses ouvertes, **les conditions de vie** ont été abordées par quelques jeunes comme le fait d'être dans une famille monoparentale ou d'appartenir à une classe sociale moins aisée. La notion d'**inégalité des chances** entre des jeunes de différentes classes sociales a également été mentionnée. Certain·e·s jeunes ont indiqué avoir accès à moins d'opportunités :

« Je dois avoir des jobs pour vivre, être bien habillé, etc. tandis que d'autres ne travaillent pas et sont mieux que moi. »


« Pas assez d'argent pour payer les études qui me plaisent. »

« A l'école, à travailler autant [dans mon job étudiant] je n'ai pas la force d'étudier, je suis désavantagé. »



1 jeune sur 2 qui a déclaré être dans une situation de pauvreté ou précarité affirme avoir été victime de discrimination.


Un jeune explique être dans une situation de transfuge de classe⁴⁶ : *« Quelques fois pendant mes études universitaires, pas toujours l'impression d'être à ma place. »*

 Et à l'école, qu'en est-il?

Au niveau de l'enseignement, l'obligation d'acheter du matériel scolaire ou de participer à des excursions scolaires payantes peut amener certains jeunes à ne pas aller dans certaines écoles. D'autres sont parfois exclu·e·s du voyage scolaire car leurs parents sont en incapacité de payer ces derniers.

« En secondaire, ma maman n'avait pas les moyens pour payer les photocopies en temps et en heure. Les enseignants le disaient devant tout le monde et cela n'a pas aidé le harcèlement que je subissais déjà. »

À l'école, les inégalités liées à la situation socio-économique sont le plus souvent visibles dans le réfectoire, où des jeunes n'ont pas de quoi manger ou la possibilité d'acheter quelque chose.

 C'est quoi la pauvrophobie?

La pauvrophobie est une « attitude d'hostilité, plus ou moins visible, à l'égard des personnes qui vivent la pauvreté ou la précarité. »⁴⁷

La pauvreté reste encore d'actualité en Fédération Wallonie-Bruxelles. En effet, selon les chiffres de Statbel de 2023, **20,3%** des 16-24 ans sont à risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Fédération Wallonie-Bruxelles. Les jeunes sont plus exposé·e·s que les 25 - 49 ans (**16,7%**)⁴⁸.

⁴⁵ Pauvreté et précarité sont deux notions liées mais différentes. La pauvreté relève du manque de ressources souvent financières, la précarité quant à elle indique une succession de vulnérabilités et de positions sociales (Observatoire belge des inégalités, *Pauvreté et précarité en chiffres*, 29 mars 2016, Disponible sur le [site de l'Observatoire belge des inégalités](#).)

⁴⁶ Le fait de passer d'une classe sociale à une autre considérée comme plus haute.

⁴⁷ Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, 16 septembre 2018, Disponible sur le [site du projet Pauvrophobie](#).

⁴⁸ StatBel, *Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Plus de 2,1 millions de Belges courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale*, 8 février 2024, Disponible sur le [site de StatBel](#).

Discriminations basées sur le genre

En plus des différentes discriminations mentionnées ci-dessus, les répondant·e·s ont eu l'occasion d'ajouter d'autres situations de discrimination qui n'étaient pas mentionnées directement dans l'enquête.

L'élément le plus rapporté dans les réponses ouvertes est **le sexisme**, plus précisément, **le fait d'être une femme**. En effet, près de la moitié (33 des 75 réponses au total) ont relevé avoir subi des inégalités ou des discriminations parce qu'elles étaient des femmes.

Cette libération de la parole, démontre un niveau de conscience et, probablement, une expérience personnelle de sexisme. De nombreuses études menées auprès de jeunes belges (notamment de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes⁵¹ et de Plan International⁵²) démontrent ce phénomène de sexisme très présent aujourd'hui. Cela se traduit également par différentes formes de **violence** comme **le harcèlement en rue, des agressions sexuelles ou des blagues sexistes ou misogynes**⁵³.

Cette réalité était déjà apparue lors de précédents travaux du Forum des Jeunes: en 2020 dans le cadre d'un Avis officiel sur le Plan Droits des femmes de la Fédération Wallonie-Bruxelles⁴⁹, le Forum avait récolté plus de 5170 commentaires en deux semaines. Ces témoignages ont été compilés dans un Mémoire Droits des femmes⁵⁰ qui faisait état d'une société où l'égalité des droits entre hommes et femmes n'était pas réellement garantie.

Par ailleurs, la notion de société patriarcale a également été mentionnée à travers nos animations.

« Dans des lieux public, dû à mon sexe (féminin), je me suis déjà sentie sexualisée, victime de regards, gestes et attouchements pervers. »

« Dans la rue, un homme m'a agressé verbalement et physiquement et je me suis sentie impuissante. »

« J'ai travaillé en tant qu'étudiante dans une entreprise, j'ai été considérée comme moins capable et moins compétente que mes homologues masculins, j'ai été relayée à des tâches moins physiques et moins intéressantes, on n'a pas pris la peine de retenir mon prénom et on m'a appelé « la fille », alors qu'à nouveau ils ont fait l'effort pour les étudiants. J'ai également subi des avances de la part des employés alors que j'étais mineure. »

C'est quoi le sexisme ?

Le sexisme correspond à « l'ensemble des préjugés, des croyances et des stéréotypes concernant les femmes et les hommes ; il se fonde sur le principe selon lequel les hommes sont plus importants que les femmes et sur la souhaitabilité de cette relation. Autre élément important : le sexisme se base sur la supposition que les femmes et les hommes sont fondamentalement différent·e·s et que ces différences sont associées à des rôles spécifiques et à des positions dans la société. »⁵⁴



⁴⁹ Forum des Jeunes, *Plan Droits des femmes*, 2020, Disponible sur [le site du Forum des Jeunes](#).

⁵⁰ Forum des Jeunes, *Mémoire Droits des femmes*, 2021, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

⁵¹ Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Le sexisme en Belgique. Résultats de l'enquête #YouToo? Cadre théorique et questionnaire*, 2020, Disponible sur le [site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#).

⁵² Plan International Belgique, *L'impact des masculinités sur la prévention contre les violences sexuelles et basées sur le genre*, novembre 2022, Disponible sur le [site de Plan International Belgique](#).

⁵³ Ces constats rejoignent ceux réalisés dans notre *Mémoire Droits des femmes*, 2021, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

⁵⁴ Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Sexisme*, 2024, Disponible sur le [site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#).

« Lorsque j'avais entamé des recherches pour un job étudiant en restauration, je me suis senti désavantagé du fait que je sois un homme. »

Il est nécessaire de rappeler que les hommes peuvent être aussi victimes du système patriarcal et des stéréotypes de genre qui en découlent, provoquant certains comportements, comme la masculinité toxique⁵⁵. Certains stéréotypes véhiculés par la société demanderont, à titre d'exemple, à un homme d'être fort, et à une femme de s'orienter vers les métiers du Care⁵⁶, encourageant ainsi un homme voulant travailler dans le domaine médical à devenir ambulancier ou brancardier voire médecin, et une femme infirmière. Ces stéréotypes n'étant pas déconstruits, ceux-ci continuent d'alimenter le sexisme et, par conséquent, de creuser l'écart entre le genre féminin et le genre masculin⁵⁷.

Par ailleurs, **la grossophobie** est également ressortie de notre enquête : « Magasins, école, hôpitaux, ... on est traité différemment quand on est gros. » Cette discrimination est souvent **liée au sexisme**. En effet, il ressort de notre enquête que les femmes rencontrent plus d'injonctions par rapport aux standards de beauté. Les femmes rencontrées à travers nos animations ont rapporté avoir subi plus de discriminations basées sur le poids ou l'apparence physique que les hommes.

« Le sport (on pense que je ne sais pas en faire). Quand je mange, on me dit d'arrêter. »

Les hommes relèvent davantage des expériences de discriminations basées sur la taille « Je mesure 2m05 et j'ai donc subi du harcèlement et du rejet au vu de ma taille. »

Autres discriminations

De manière moins significative, d'autres éléments ont été cités comme l'**âge** en lien avec la difficulté de trouver un logement (manque de responsabilité) ou un travail (être jugé-e sur le manque d'expérience et pas sur ses compétences).

« Recherche de travail/logement : de par mon (notre) âge, en tant que jeune, je me retrouve souvent jugée par mon âge plutôt que par mes compétences ou motivation. »

La langue ou encore **le caractère** d'une personne sont également ressortis dans l'enquête.

« Je suis flamande et ma langue maternelle est le néerlandais, c'est encore souvent difficile pour moi en Wallonie. »

⁵⁵ La « masculinité toxique » correspond à « un ensemble de normes culturelles et sociales qui définissent comment un homme « devrait » se comporter. Ces normes encouragent souvent les hommes à être dominants, émotionnellement détachés, et à éviter tout comportement considéré comme « féminin ». » Lebreton E., *La « masculinité toxique » : définition, origines et conséquence*, 10 octobre 2023, Disponible sur le [site d'Orientaction](#).

⁵⁶ Le concept du Care recouvre le fait « de prendre soin », « se soucier de », « faire attention » ou « de s'occuper de » dans une logique de soin et d'attention portés aux autres et est souvent attribué aux femmes (Laugier S., Molinier P., *Politiques du care*, 2009, Disponible sur le [site de la Revue Cairn](#)).

⁵⁷ Heilman, M.E., *Gender Stereotypes and Workplace Bias, Research in Organizational Behavior*, publié le 21 novembre 2012, Disponible sur le [site Academia](#).



4.4. Priorités des jeunes en termes d'inclusion

Dans l'enquête, les jeunes devaient répondre à la question suivante : « Selon moi, ce qui est important pour me sentir inclus-e, c'est... » en évaluant plusieurs propositions issues des travaux réalisés précédemment par le Forum des Jeunes, de réflexions internes et de suggestions des jeunes de la Team Inclusion.

Les 6 propositions étaient les suivantes :

1. Avoir des moyens financiers suffisants ;
2. Côtayer d'autres personnes qui me ressemblent dans mon entourage ;
3. Prendre en compte mes besoins, m'accepter comme je suis ;
4. Être informé-e ;
5. Être écouté-e ;
6. Être représenté-e dans la société par des personnes qui me ressemblent.

Il a été demandé aux jeunes d'évaluer chaque proposition entre « pas du tout important », « pas important », « neutre », « important » et « très important ».

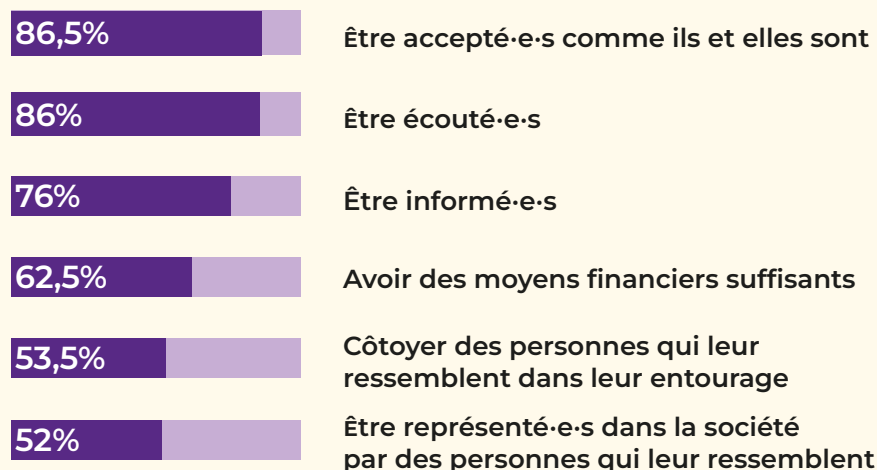
La majorité des jeunes (86,5%) interrogé-e-s expriment que **être accepté-e-s comme ils et elles sont** est le plus important pour se sentir inclus-e dans la société. À travers nos animations, **des valeurs et attitudes telles que le non-jugement, la tolérance, la bienveillance, une attention portée à la situation personnelle des jeunes ou encore l'entraide et l'écoute découlent de cette proposition.**

Le deuxième principal facteur permettant l'inclusion des jeunes dans la société est d'**être écouté-e-s** pour **86%** des jeunes. Pour pouvoir être écouté-e-s mais aussi entendu-e-s, il est nécessaire de fournir des espaces qui permettent de se sentir à l'aise de s'exprimer librement. Cette nécessité d'avoir **des espaces d'expression, notamment à l'école, qui permettent d'aborder les différents enjeux de société** (tels que la lutte contre le racisme) a déjà été mentionné dans plusieurs de nos Avis⁵⁸. Les jeunes souhaitent pouvoir bénéficier d'opportunités de participation tels que des conseils des élèves ou des mécanismes d'auto-gestion (les jeunes gèrent eux et elles-mêmes les cours)⁵⁹.

Être informé-e-s est également un facteur significatif pour **76%** des répondant-e-s. Rappelons que le manque d'information a été mentionné dans notre enquête comme une barrière importante à l'inclusion. Enfin, **avoir des moyens financiers suffisants** est un facteur d'inclusion important à prendre en compte, pour **62,5%** des répondant-e-s.

Pour terminer, **côtayer des personnes qui leur ressemblent dans leur entourage (53,5%)** et **être représenté-e-s dans la société par des personnes qui leur ressemblent (52%)** semblent également être des facteurs importants ou très importants pour plus d'**1 jeune sur 2**. Cette notion de représentativité a été abordée de nombreuses fois lors de nos animations. En particulier pour des jeunes faisant partie de différentes minorités, le fait d'être entouré-e-s de personnes qui leur ressemblent, qui vivent les mêmes réalités ou les mêmes discriminations peut être un facteur d'inclusion, car ces personnes partagent les mêmes expériences.

Les propositions pour inclure davantage les jeunes



⁵⁸ Forum des Jeunes, *Du racisme en Belgique? Non peut-être!*, 2024, p.17, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

⁵⁹ Cette thématique a été développée dans un précédent Avis : Forum des Jeunes, *La Participation citoyenne des jeunes*, 2022, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

4.5. Solutions

Après avoir ciblé les différentes priorités des jeunes en termes d'inclusion, il leur a été demandé quels changements ils et elles aimeraient voir se réaliser dans les différents espaces de la société. Deux questions se penchent sur les solutions avancées par les jeunes afin de construire une société plus juste et inclusive. À la question 13 (fermée), il a été demandé aux jeunes de choisir les 3 actions les plus importantes parmi une liste de 8 propositions.⁶⁰

La question 14, non obligatoire, permettait aux jeunes d'ajouter de nouvelles réponses mais aucune nouvelle solution n'a émergé de manière significative de cette question ouverte.

Parmi les solutions mentionnées à la question 13, les jeunes demandent, en priorité, de :

- **Renforcer les compétences des jeunes en confiance en soi et en prise de parole (63,5%)⁶¹**
- **Simplifier l'accès aux aides financières et sociales (53,5%)⁶²**
- **Rendre les infrastructures publiques plus accessibles (35%) et partir des expériences des jeunes (35%)**

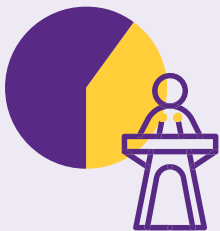
Ce dernier point ressort également à travers nos animations. En effet, les jeunes insistent sur l'importance pour les responsables politiques de prendre en compte les réalités des jeunes pour évaluer leurs décisions et assurer ainsi la **cohérence des mesures qui concernent la jeunesse**. Les jeunes souhaitent **avoir plus de place dans les décisions politiques et les médias**. Pour finir, **33%** des jeunes interrogé·e·s aimeraient également **favoriser la représentation des jeunes dans la société (personnalités publiques, médias, politiques, etc.)**.

Les propositions proviennent de travaux réalisés précédemment par le Forum des Jeunes, de réflexions internes et de suggestions des jeunes de la Team Inclusion. Celles-ci étaient les suivantes :

- ◇ Renforcer les compétences des jeunes en confiance en soi et en prise de parole ;
 - ◇ Consulter les jeunes en dehors du cadre scolaire et d'internet pour toucher différents publics ;
 - ◇ Partir des expériences des jeunes pour décider des mesures qui concernent la jeunesse et leur donner plus de place dans les processus de prise de décision et partout dans la société (médias, etc.) ;
 - ◇ Travailler avec des structures expertes dans l'inclusion ou travaillant avec des jeunes (maisons de jeunes, mouvements de jeunesse, maisons de quartier, etc.) ;
- ◇ Simplifier les démarches administratives d'aides financières/sociales pour que chaque jeune ait accès à ses droits ;
 - ◇ Rendre plus accessibles les infrastructures publiques à l'ensemble des jeunes ;
 - ◇ Renforcer la formation des personnes en lien avec la jeunesse (les politiques, la police, le personnel soignant, enseignant et de l'aide à la jeunesse) pour lutter contre les discriminations ;
- ◇ Favoriser la représentation de toutes et tous les jeunes dans la société (personnalités publiques, médias, politiques, etc.).

Lors des animations réalisées dans les classes, les jeunes demandent aussi **des ateliers de sensibilisation réalisés par des associations spécialisées** (associations, maisons de jeunes, de quartier, etc.), **une meilleure formation des professionnel·le·s en contact avec la jeunesse** (responsables politiques, police, personnel soignant, enseignant et de l'aide à la jeunesse) **sur les discriminations et les stéréotypes**. Ce dernier point a été sélectionné par **31,5%** des jeunes.

Pour permettre une inclusion des jeunes en particulier ceux et celles avec moins d'opportunités (handicap, pauvreté, minorité de genre, etc.), il est essentiel de **mettre en place des mesures multisectorielles et à plusieurs niveaux**. Ceci, pour pouvoir leur donner les mêmes opportunités scolaires, professionnelles, d'épanouissement personnel ou encore de participation à la société.



63,5% des jeunes demandent de renforcer les compétences des jeunes en confiance en soi et en prise de parole.

⁶⁰ Il est important de mentionner que l'ordre des questions n'a pas été modifié au cours de l'enquête, ce qui peut impacter les résultats des réponses obtenues.

⁶¹ Ce point est également repris dans notre [Mémoire Être Jeune en 2023](#).

⁶² Nous parlons de ce point dans notre [Charte des Droits des Jeunes](#).



4. CONCLUSION

« C'est quoi, pour toi une société inclusive? », c'est à partir de cette question que nous avons tenté de comprendre la perception des jeunes concernant le caractère inclusif de la société, en questionnant les obstacles à l'inclusion et leurs solutions.

Il ressort de notre enquête que de nombreux·euses jeunes souffrent, au quotidien, de discriminations provoquées par des stéréotypes et des préjugés. Ces discriminations peuvent prendre plusieurs formes et se renforcer. Elles sont d'autant plus fortes quand les jeunes sont à l'intersection entre plusieurs minorités et peuvent provoquer des vulnérabilités particulières, complexes et peu mesurées. Prendre en compte ces vulnérabilités et leur caractère intersectionnel est essentiel pour lutter contre toutes les formes de discriminations. L'intersectionnalité autorise la prise en compte des différents rapports de pouvoir de notre société, sans limiter une personne à une caractéristique de son identité. La complexité des rapports de domination peut être ainsi appréhendée, ce qui peut créer une convergence des différentes luttes et surtout, permet de ne laisser personne derrière. Il faut relever que les discriminations se produisent dans tous les espaces de la société comme l'espace public, le travail, ou encore l'école.

En plus des discriminations, d'autres freins ont été abordés par les jeunes : le manque d'information et d'accès aux droits, les freins économiques et les infrastructures non adaptées. Renforcer l'accès à l'information pour les jeunes est une demande clé des jeunes, portée par le Forum des Jeunes dans de nombreux Avis. L'information, en plus d'exister, doit être accessible pour les jeunes, pour leur permettre de connaître leurs droits et d'accéder aux différentes opportunités. Par ailleurs, le manque de ressources financières peut aussi limiter les capacités des jeunes pour se développer (bien-être psychologique, risque de décrochage, comportements addictifs, délinquance, etc.) et faire leurs choix de vie. Pour terminer, l'accessibilité des infrastructures, notamment scolaires, empêchent toute une série de jeunes d'accéder aux différents espaces et de pouvoir apprendre dans de bonnes conditions, s'épanouir et devenir autonome.

Comme nous venons de le voir, l'inclusion se situe à différents niveaux, dans différents espaces, et nécessite donc des mesures transversales **pour lutter contre les discriminations, avec une grille de lecture intersectionnelle prenant en compte les différentes vulnérabilités** (handicap, pauvreté, minorité de genre, etc.). Il est important de souligner que les jeunes ne sont pas un groupe homogène, qu'il existe une pluralité de jeunes avec des parcours de vie et des réalités bien différentes. Différentes mesures en termes d'inclusion doivent être mises en place pour permettre une égalité des chances et une réelle inclusion des jeunes, ce qui fait l'objet de notre plaidoyer.



6. PLAIDOYER INTERSECTIONNEL

Afin de rendre notre société plus juste et inclusive et permettre à tous les jeunes d'avoir accès aux mêmes opportunités, le Forum des Jeunes émet plusieurs recommandations sur la Diversité et Égalité des chances, l'accès aux droits et à l'information, la formation

des professionnel·le·s en contact avec la jeunesse, la participation des jeunes, et l'accessibilité. Des demandes spécifiques liées au handicap ont également été formulées et font l'objet d'un plaidoyer spécifique.

À la suite de cet Avis, le Forum des Jeunes en tant que porte-parole des 16-30 ans propose des recommandations dans 5 domaines :

La Diversité et Égalité des chances

1. Promouvoir la diversité (en termes de genre, d'âge, de handicap, d'origine, de milieu socio-économique) dans les différentes sphères de la société, notamment les partis politiques.

Focus sur l'enseignement

2. Une meilleure intégration de la lutte contre les discriminations dans les programmes scolaires
3. Développer des initiatives favorisant l'Égalité des chances dans l'enseignement tels que :
 - Le prêt de matériel scolaire ;
 - La mise à disposition d'un local pour pouvoir étudier ;
 - L'octroi de bourses d'études ou l'étalement des paiements ;
 - Des distributions de nourriture pour les jeunes à l'école ou des tarifs préférentiels dans les cantines scolaires, etc.
4. Rendre effective l'application des aménagements raisonnables⁶³ dans les écoles par exemple par la désignation d'une personne de référence.

Focus sur les structures en contact avec des jeunes

5. Renforcer financièrement les structures dont les jeunes sont le publics cibles prioritaires afin qu'elles puissent mettre en œuvre des stratégies spécifiques pour inclure une diversité de jeunes.

L'accès aux droits et à l'information

6. Faire appliquer les droits et simplifier les démarches administratives d'aides financières et sociales pour que chaque jeune ait accès à ses droits.
7. Rendre accessible l'information sur les différentes démarches administratives vers les jeunes et utiliser différents supports (brochure, site internet) et des canaux utilisés par les jeunes (réseaux sociaux, entourage ou personne de confiance, etc.) et dans

les lieux qu'ils et elles fréquentent (écoles, maisons de jeunes, maisons de quartier, associations, mutualités, CPAS, etc.).

8. Former les jeunes sur les différentes discriminations, la tolérance, l'interculturalité et l'inclusion à travers l'éducation formelle et informelle (ateliers pratiques) et à travers des campagnes de sensibilisation.
9. Favoriser la collaboration entre les écoles et différentes associations dont les jeunes sont le public cible, dont celles du secteur jeunesse (maisons de jeunes, mouvements de jeunesse, etc.) ou expertes dans l'inclusion.

La formation des professionnel·le·s en contact avec la jeunesse

10. Renforcer la formation des professionnel·le·s en contact avec la jeunesse (professeur·e·s, responsables politiques, police, personnel des transports en commun, personnel soignant et professionnel·le·s dans le secteur de l'aide à la jeunesse) sur l'inclusion, les questions de diversité et ses enjeux, les mécanismes discriminatoires (racisme, islamophobie, antisémitisme mais également aux autres discriminations liées au genre, à l'expression de genre, à l'orientation sexuelle, au handicap, à la situation socioéconomique,...), avec un point d'attention sur l'intersectionnalité.
11. Inciter les professeur·e·s et les autres membres du personnel scolaire à encore mieux s'outiller sur les troubles de l'apprentissage et du comportement, sur les différentes manières de construire la relation pédagogique (communication non-violente, empathie et bienveillance, pédagogie active...), ainsi que sur le harcèlement (prévention et détection des signes, outils concrets...), à travers la formation initiale ou continue.

⁶³ Unia, *Les aménagements raisonnables dans l'enseignement. Apprendre et étudier avec un handicap*, 2023, Disponible sur [le site d'Unia](#).

La participation des jeunes

12. Favoriser les mécanismes de participation et de consultation des jeunes, notamment dans le cadre scolaire* et dans tous les espaces fréquentés par les jeunes. *Par exemple, des mécanismes d'auto-gestion des activités, des espaces d'expression pour discuter de questions de société ou des conseils des élèves.
13. Favoriser la représentation des jeunes dans la société (médias, institutions, représentant·e·s politiques, etc.) afin de permettre aux jeunes de pouvoir s'identifier et se sentir à l'aise.
14. Renforcer les compétences des jeunes en confiance en soi et dans la prise de parole en public.

L'accessibilité

15. Rendre plus accessibles les infrastructures publiques à l'ensemble des jeunes (voiries, gares, parc, etc.). Le plaidoyer spécifique concernant le handicap illustre cette demande de manière très concrète et est développé plus bas dans le plaidoyer (voir Points d'attention sur les jeunes en situation de handicap)
16. Favoriser l'accessibilité des transports en commun (équiper les transports d'un système de sonnette avec une assistance aux arrêts (reconnaissance vocale), pour que le transport s'arrête automatiquement sans devoir appeler).
17. Favoriser l'accessibilité des écoles (prévoir des ascenseurs, des classes et réfectoire au rez-de-chaussée, etc.) et étendre les zones 30 autour des écoles.

Points d'attention sur les jeunes en situation de handicap

Différentes animations ont été organisées à l'école La Cime avec des jeunes en situation de handicap. Ces jeunes nous ont partagé leurs réalités spécifiques. En tant que porte-parole de tou·te·s les jeunes, nous considérons qu'il est essentiel de faire entendre leurs demandes pour favoriser l'inclusion de ces jeunes et rendre notre société plus inclusive.

L'accessibilité des villes

1. Adapter la voirie avec des trottoirs plus larges et plats.
2. Équiper les infrastructures des gares et des transports en commun de rampes, de quais à la même hauteur que le transport (chaises roulantes, poussettes, etc.) et d'ascenseurs fonctionnels.
3. Indiquer plus clairement les places réservées pour les personnes à mobilité réduite (PMR).
4. Prévoir des pictogrammes pour aider les non-lecteurs et lectrices à se repérer dans les stations (reconnaître les arrêts, l'itinéraire, etc.) et ajouter une option « trajet adapté aux PMR » sur les applications de recherches d'itinéraires.

L'accès aux services et à l'administration

5. Développer la littératie en santé organisationnelle⁶⁴, par exemple utiliser davantage de pictogrammes et d'écrans afin d'améliorer l'accessibilité des services publics dans les lieux physiques mais aussi en ligne. Utiliser le FALC (FACile à Lire et à Comprendre).

6. Développer la formation des fonctionnaires et employé·es sur les besoins et réalités spécifiques des personnes en situation de handicap.
7. Mettre en place des pavés tactiles avec des numéros grands et visibles.
8. Donner une autre possibilité pour signer : par exemple, avec des empreintes digitales pour les documents administratifs, ce qui est aussi utile pour les personnes ne parlant pas bien le français.
9. Fournir un service d'Assistance PMR dans les magasins.
10. Mettre en place des portes automatiques.
11. Adapter la hauteur des automates dans les banques.

Les loisirs et activités extrascolaires

12. Adapter les infrastructures des différents lieux (cinémas, bowling, etc.) pour qu'elles soient accessibles aux PMR.
13. Promouvoir les associations de sport inclusif comme « Hockey Together », mélangeant des jeunes en situation de handicap avec des jeunes valides.
14. Renforcer le soutien d'accompagnateurs/accompagnatrices pour aider les jeunes en situation de handicap à faire du sport ou des activités en dehors du domicile.

⁶⁴ La littératie en santé organisationnelle « consiste à faire en sorte que les gens puissent plus facilement trouver l'information et les services, les comprendre et les utiliser afin de pouvoir mieux prendre

en charge leur santé » (Becher K., Mellaerts R., *La littératie en santé organisationnelle. Note de soutien à l'appel à projets 2021- 2023, 2021*, Disponible sur le [site de la Fondation Roi Baudouin](#)).

7. BIBLIOGRAPHIE

À Compétence Égale, *Stéréotypes, préjugés et discriminations : quelles sont les différences ?*, 12 octobre 2023, Disponible sur le [site de À Compétence Égale](#).

Aillerie K., *Les pratiques informationnelles des adolescents sur Internet*, Revue Lecture Jeune 143, septembre 2012, Disponible sur le [site Lecture Jeunesse](#).

Bamps N., *La Belgique reste mauvaise élève en termes d'égalité à l'école*, L'Echo, 23 octobre 2018, Disponible sur le [site de L'Echo](#).

Becher K., Mellaerts R., *La littératie en santé organisationnelle. Note de soutien à l'appel à projets 2021-2023*, 2021, Disponible sur le [site de la Fondation Roi Baudouin](#).

Belga., *La Stib lance une campagne pour lutter contre le harcèlement sexiste dans l'espace public*, 14 mai 2019, Disponible sur le [site de BX1](#).

Belga., *Les transports wallons en justice pour discrimination des handicapés?*, 5 mai 2011, Disponible sur le [site de la RTBF](#).

Buisson, M., *53 % des personnes LGBT+ ont été harcelées en 2023 en Belgique*, Le Soir, 14 mai 2024, Disponible sur le [site du Soir](#).

Canonne, J., *Validisme*, Revue Sciences Humaines, Mars 2022, Disponible sur le [site de la Revue Sciences Humaines](#).

Collectif pour l'Inclusion et contre l'Islamophobie en Belgique (CIIB), *Rapport Chiffres 2023*, Mai 2024, Disponible sur le [site du CIIB](#).

F.C. avec Belga., *Les inégalités dans les écoles belges pointées par l'Europe: « L'écart dans les résultats scolaires est devenu parmi les plus importants de l'UE »*, La Libre, 23 mai 2022, Disponible sur le [site de La Libre](#).

Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, *Inclusive, mon école ? Pour une école où les personnes LGBTQIA+ se sentent accueillies, valorisées, confiantes et en sécurité*, 2023, p.3, Disponible sur le [site du FCPFF](#).

Fondation Roi Baudouin, *Baromètre de l'inclusion numérique*, 2024, Disponible sur le [site de la Fondation Roi Baudouin](#).

Forum des Jeunes, *Du racisme en Belgique? Non peut-être!*, 2024, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *Être Jeune en 2023 : Perspectives d'une jeunesse aux 1000 visages*, 2023. Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *La Participation citoyenne des jeunes*, Janvier 2022, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *L'éducation aux médias*, 2020, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *Lutte contre le sans-abrisme*, 2022, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *Mémoire sur les droits des femmes*, 2021, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *Plan Droits des femmes*, 2020, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Forum des Jeunes, *Vers une Charte des Droits des jeunes?*, 2023, Disponible sur le [site du Forum des Jeunes](#).

Ghesquière F., Girès J., *L'école en Belgique renforce les inégalités*, 2015, Disponible sur le [site de l'Observatoire belge des inégalités](#).

Hajjat A. et Mohammed M., *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Éd. La Découverte, Paris, 2013.

Heilman, M.E., *Gender Stereotypes and Workplace Bias, Research in Organizational Behavior*, publié le 21 novembre 2012, Disponible sur le [site Academia](#).

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Le sexisme en Belgique. Résultats de l'enquête #YouToo? Cadre théorique et questionnaire*, 2020, Disponible sur le [site de Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#).

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Rapport annuel 2022, 2023*, Disponible sur le [site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#).

Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Sexisme, 2024*, Disponible sur le [site de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#).

Laugier S., Molinier P., *Politiques du care, 2009*, Disponible sur le [site de la Revue Cairn](#).

Lebreton E., *La « masculinité toxique » : définition, origines et conséquence*, 10 octobre 2023, Disponible sur le [site d'Orientaction](#).

Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, *Pauvrophobie. Petite encyclopédie des idées reçues sur la pauvreté*, 16 septembre 2018, Disponible sur le [site du projet Pauvrophobie](#).

Ligue des Usagers des Services de Santé (LUSS), *Handicap – Identification des besoins des usagers et actions prioritaires*, 2020, Disponible sur le [site de la LUSS](#).

Observatoire belge des inégalités, *Pauvreté et précarité en chiffres*, 29 mars 2016, Disponible sur le [site de l'Observatoire belge des inégalités](#).

OECD, *Equity in Education: Breaking Down Barriers to Social Mobility*, 2018, Disponible sur le [site de l'OECD](#).

Omi M., Winant H., *Racial Formation in the United States*, Routledge, 2014.

Plan International Belgique, *L'impact des masculinités sur la prévention contre les violences sexuelles et basées sur le genre*, novembre 2022, Disponible sur le [site de Plan International Belgique](#).

RainbowHouse, *Glossaire*, 2023, p.23, Disponible sur le [site de la RainbowHouse](#).

Salto-Youth Inclusion & Diversity Resource Centre, *Inclusion A to Z*, 2022, Disponible sur le [site de Salto-Youth](#).

Solidaris, « *Handicap invisible* »: Qui? Quoi? Comment?, 15 mars 2022, Disponible sur le [site de Solidaris](#).

SOS Homophobie, *Homophobie*, 2024, Disponible sur le [site de SOS Homophobie](#).

StatBel, *Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Plus de 2,1 millions de Belges courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale*, 8 février 2024, Disponible sur le [site de StatBel](#).

Unia, *Augmentation des dossiers LGBTI+ en 2023, 2024*, Disponible sur le [site d'Unia](#).

Unia, *Critères de discrimination*, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).

Unia, *Les aménagements raisonnables dans l'enseignement. Apprendre et étudier avec un handicap*, 2023, Disponible sur le [site d'Unia](#).
Unia, *Racisme*, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).

Unia, *Rapport chiffres 2023. Analyse des chiffres des signalements et dossiers*, 2024, Disponible sur le [site d'Unia](#).



Forum des Jeunes



@Forumjeunes_BE



@forum.jeunes



forum.jeunes@cfwb.be



02/413 29 30

